

BAROMÈTRE DU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Mars 2015

■ ■ ■ **Bilan du 1^{er} trimestre 2015** : légère baisse des immatriculations au RCS (-2%) accompagnée toutefois d'une augmentation (+2,1%) du stock d'entreprises actives à Paris ; fort développement des règlements amiables avec +21% d'ouvertures de mandats ad hoc et de conciliation mais une forte baisse des emplois salariés concernés (six fois moins) et des passifs ; diminution de 1,3% des ouvertures de liquidations judiciaires (-26% de salariés concernés) ; hausse de 14% des ouvertures de sauvegarde et de redressement judiciaires (deux fois et demi plus d'emplois salariés concernés) ■ ■ ■

Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris

373 345 entreprises en activité au 31 mars 2015

Au 31 mars 2015, le stock d'entreprises actives enregistre une hausse de 2,1%, avec 7 748 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 31 mars 2014.

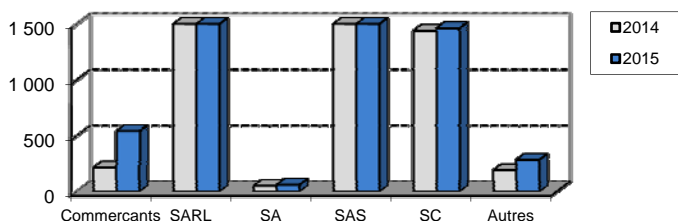
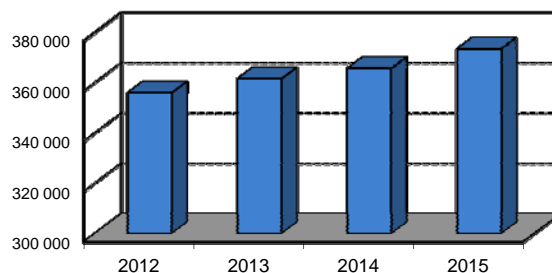
Immatriculations d'entreprises

Au 1^{er} trim. 2015, le RCS de Paris enregistre l'immatriculation de 7 973 nouvelles entreprises, soit une diminution de 2% par rapport à 2014.

Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

71% des nouveaux dirigeants sont des hommes, 22% sont des femmes, 7% sont des personnes morales.

Stock des entreprises en activité



Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

73% des immatriculations concernent des entreprises commerciales. Sont notamment recensées : 34,5% de SARL, 38% de SAS, 0,5% de SA ; 6% sont des commerçants. Les sociétés civiles représentent 17% des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 4% des immatriculations : SNC, GIE, GEIE, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc ...

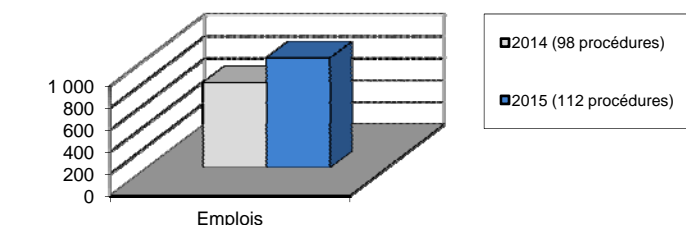
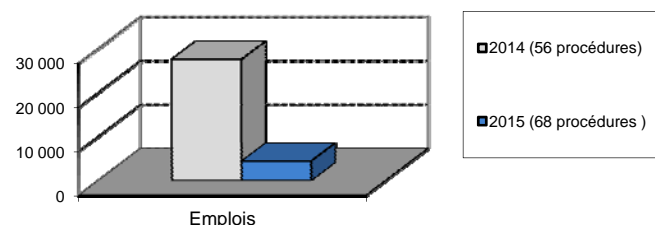
A noter : les créations de SAS enregistrent une hausse de 4 points au 1^{er} trim. 2015, par rapport au 1^{er} trim. 2014, au détriment des SARL principalement qui perdent 8 points.

Prévention des entreprises en difficulté

Détection des difficultés : 462 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts au 1^{er} trimestre 2015, soit une baisse de 14% par rapport au 1^{er} trimestre 2014.

Traitement préventif : 70 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal au 1^{er} trimestre 2015, soit 15% de plus qu'au 1^{er} trimestre 2014. Celles-ci ont donné lieu à l'ouverture de 68 procédures, soit une hausse de 21% par rapport au 1^{er} trimestre 2014.

Emplois et passifs* : 4 493 emplois au 1^{er} trimestre 2015, soit six fois moins qu'au 1^{er} trim. 2014. Le montant des passifs traités dans le cadre de ces procédures ouvertes est de 321 millions € en 2015, contre 3 615 millions € en 2014, même période.



Procédures d'observation et de traitement des difficultés

Sauvegardes : 12 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal au 1^{er} trim. 2015, contre 4 au 1^{er} trim. 2014.

Redressements judiciaires : 100 procédures ont été ouvertes au 1^{er} trim. 2015, à comparer aux 94 procédures ouvertes au 1^{er} trim. 2014, soit une hausse de 6%.

Emplois* : 1 883 salariés* concernés par ces procédures au 1^{er} trim. 2015, soit près de deux fois et demi plus qu'au 1^{er} trim. 2014.

Plans en cours : 889 plans (sauvegarde, continuation ou cession) sont en cours d'exécution au 31 mars 2015, contre 858 au 31 mars 2014, soit +10%.

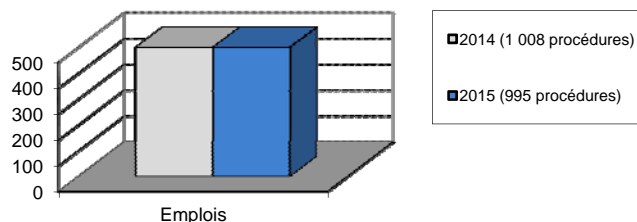
Liquidations judiciaires

Jugements d'ouverture : 995 jugements d'ouverture ont été prononcés au 1^{er} trim. 2015, soit 1,3% de moins qu'en 2014.

Emplois* concernés : 727 salariés, à comparer avec 979 au 1^{er} trim. 2014, soit une baisse de 26% et 0,7 salarié par procédure.

Procédures en cours : 7 501 procédures sont en cours devant le tribunal au 31 mars 2015. 1 166 procédures ont été clôturées au 1^{er} trim. 2015, soit une hausse de 37% par rapport à 2014.

Le taux de rotation des dossiers est de 19 mois (stock/clôtures).



* Il s'agit des emplois/passifs déclarés ou connus.